

L'avenir est au Centre

[31-07-2010 Agoravox](#)

Poser le problème ainsi a le mérite d'échafauder une réponse directe et claire. Une réponse qui ne devra laisser aucune ambiguïté. Cette réponse nous confortera dans nos idéaux et nous apportera l'assurance que nous sommes bien là où nous sommes : *the right man at the right place*, comme aiment à le dire les anglo-saxons. En d'autres termes : **Le Centre ne s'en tirera pas en étant un additif du Sarkozysme, ou un additif de l'Aubryisme.**



Dans une société où les mots sont usurpés par la communication politique, nous avons le devoir de défendre une certaine forme de vérité et non pas une instrumentation de la vérité. Quitte à risquer le délien social et à déplaire. Il faut redonner un sens aux mots. Lorsqu'ils pratiquent la contre-exemplarité, les hommes politiques ne le font pas pour déplaire mais au contraire pour haranguer la foule et la séduire par d'autres artifices.

Le courage en politique est l'anti-idéologie de la réussite. Ce n'est pas le succès qui valide le geste mais le chemin et le sens de ce chemin : qu'il y ait échec ou non.

Toute l'éthique du courage se situe là : par la revendication de nos principes, de nos valeurs et de nos convictions profondes. Même si nous devons pour cela nous écarter des critères de la réussite du spectacle ambiant.

Tocqueville affirme que la démocratie est le cercle de la raison. En traçant ce cercle, on met en évidence ceux qui sont dedans et ceux qui sont en dehors.

Mais en défendant ce cercle, on travaille aussi à créer de la mort sociale. C'est-à-dire que tout ceux qui souhaitent penser différemment, qui veulent s'extraire de ce conformisme ou qui veulent promouvoir quelque chose qui s'appelle l'exercice de la raison publique sont souvent cloués socialement au pilori. Une fondation est le moyen de déconstruire ce cercle, de le redéfinir et de l'élargir.

La méthode Centriste a de nombreux points de convergence avec la méthode érigée par **Jean Monnet** : C'est une méthode humaniste et européenne qui s'oppose à la raison d'Etat et s'interroge sur la notion de souveraineté. Les Centristes affirment que les petits et les grands pays doivent unir leur force pour travailler ensemble pour bâtir l'Europe de demain, pour mettre l'avantage individuel dans l'avantage commun.

On voit bien que dans les autres démocraties, qui ne sont pas marquées par l'héroïsme de la démocratie française, cela se passe plutôt bien. Ce sont des gens qui se mettent autour d'une table facilement, qui émettent des propositions pour dire ce qu'il faut faire pour leur pays, et qui le font en réduisant notamment les majorités entre elles, afin que tout le monde participe dans une saine proportionnalité.

Notre système parlementaire est tordu. Il offre 100% du pouvoir à ceux qui représentent entre 20 et 30% des français. Ne soyez pas étonné par la suite, que lorsqu'on fait voter une Loi, la rue la refuse.

Ce qui marche en termes d'équation fondamentale est l'alliance des Libéraux et des Centristes. Ce fut la caractéristique fondamentale du giscardisme.

L'UDF n'a fonctionné que parce qu'elle a offert une large part à la doctrine sociale de l'église qui enracinait très nettement une partie importante de l'UDF dans le camp de la solidarité et de l'égalité. Même si d'autres partis revalorisaient plutôt la liberté.

Ce qui s'est passé à partir des années 90 est la dissociation de ces familles ; pour des raisons qui tiennent notamment à la guerre froide, à l'effondrement de l'Union Soviétique, à la réunification allemande. Il y eut un retour en force des identitarismes et une alliance politique dont **Margaret Thatcher** avait formé le modèle et dont **Silvio Berlusconi** offre la caricature.

On a vu se reconstituer un National-Libéralisme, fruit du Conservatisme et du libéralisme avec le largage des démocrates-chrétiens qui restaient attachés au modèle social et à l'Etat-providence.

En France, la faillite du Sarkozysme que nous voyons poindre réside dans le fait qu'il ignore une partie de la société française en partant de l'idée libérale qu'il faudrait bâtir une nouvelle société tirée de l'exemplarité des plus riches.

Notre alliance ne pourra se refonder que sur le modèle scandinave, sur un système militant avec des exigences de solidarité qui ne s'arcbutent plus sur un modèle social français complètement à la dérive.

Nous devons rebâtir un modèle fondé dans les esprits et dans les cœurs. Un modèle où l'ensemble des français soient respectés, où les inégalités se réduisent, où le destin de chaque citoyen soit pris en compte par le pouvoir.

C'est cette analyse-là que doivent faire les gens issus du Centre, de la gauche chrétienne, du libéralisme et du radicalisme s'ils veulent construire un projet qui réponde en profondeur aux besoins des français. Mais ce ne sera ni le projet de **Martine Aubry**, ni celui de **Nicolas Sarkozy**. Si on s'en tient à ces deux modèles de société, on voit bien ce qui nous en distingue.

Le Centre ne s'en tirera pas en étant un additif du Sarkozysme, ou un additif de l'Aubryisme.

I - Nous refusons net le souverainisme.

Un Centriste n'est pas un gaulliste qui se chercherait un nouveau père spirituel. Il résiste à cette tentation, à cette vision excessivement religieuse d'un pays considéré comme une essence, non susceptible de se mêler aux autres.

Vous voyez bien que pensez comme cela, c'est déjà ne plus croire à l'Europe, mais pensez au contraire que seule, une nouvelle forme de souveraineté nationale, pourrait nous sortir des difficultés économiques, sociales et culturelles que nous traversons. Dans un monde interdépendant, le souverainisme est une croyance désuète, qui n'est pas la nôtre.

Il nous est impossible, à nous Centristes, de nous représenter le corps politique comme une Nation fermée sur elle-même. La France est une Nation forte au sein de l'Europe. Et l'Europe doit encore affermir sa puissance dans le concert des puissances continentales. Nous ne croyons pas à une

souveraineté en tant que telle, comme une espèce d'entité absolue qui serait juxtaposée à d'autres entités absolues. Nous croyons au pouvoir de l'influence.

II – Nous refusons l'absolutisme religieux :

Nous ne sommes pas des démocrate-chrétiens, mais nous sommes souvent chrétiens et démocrates. Ce qui nous épargne de confondre le sens de notre action politique avec nos convictions religieuses.

Christine Boutin pense très profondément que sa pratique politique doit tenir compte des exigences de sa conscience religieuse. C'est cette déclinaison temporelle et séculaire d'une mise en pratique, dans la cité, de ses convictions religieuses qui nous dérangent.

Nous sommes des Tocqueviliens par nature et par choix. Nous dénonçons ces hommes politiques qui se croient investis d'une mission presque divine vis-à-vis de la France et des Français. A tel point qu'ils nous donnent souvent l'impression un peu grotesque de faire don d'eux-mêmes au pays. Nous eûmes en 2007 une sacrée brochette de ces spécimens-ci : à commencer par le trio de tête.

Tocqueville nous apprend à nous méfier de ces hommes politiques devenus des anges d'une rédemption immanente dont Robespierre en serait l'exemple terrifiant et parfait.

III - Nous refusons le réenchantement du politique.

Cela va avec l'absolutisme religieux et le don de soi que certains prétendent vouloir nous offrir. Le Centriste ne marche pas avec cette vision des choses mais affirme comme [Marcel Gauchet](#), *qu'il ne faut pas réenchanter la politique.*

En cela aussi, on reconnaîtra la démarche de **Dominique de Villepin**. On voit bien ce que l'enchantement signifie : c'est le charme, le filtre d'amour d'[Iseult](#), c'est quelque chose qui vous conduit à ne plus être vous-mêmes mais à écouter le son de la flûte d'un leader qui emporte les enfants vers des horizons insondables.

Nous Centristes, sommes abonnés à un certain prosaïsme qui ne marche pas dans cette affaire-là. Il résiste de toute la force de son âme à ces transfigurations héroïques car il voit très bien (car qui peut faire l'ange, fait la bête) qu'elles aboutissent à des résultats très souvent dramatiques.
